

Tarif des douanes

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, je prends toujours beaucoup de plaisir aux interventions du député de Winnipeg-Assiniboine (M. McKenzie). Puisqu'il a cité la politique commerciale et la politique industrielle et économique du parti néo-démocrate en disant qu'il était d'accord—c'est bien cela, il me semble—je suis prêt à lui vendre une carte de notre parti. J'en serais heureux. Il n'est pas nécessaire de passer une épreuve de QI, il ne devrait donc pas avoir de problème.

Il est évident que nous sommes témoins ici de manifestation de susceptibilité, à mesure que la journée passe. Nous avons vu au cours de la journée que le négociateur principal, M. Reisman, l'ambassadeur négociant pour le Canada, était tellement irrité qu'il a commencé à traiter ses adversaires de nazis ou a essayé de prétendre que ceux d'entre nous qui nous opposons à cet accord doivent être des nazis ou au moins avoir la personnalité de Joseph Goebbels du temps d'Adolf Hitler. C'est frapper bas. On ne pouvait pas tomber plus bas dans cet échange de vues où ce genre de flèches sont décochées par l'ambassadeur, qui est payé par les contribuables canadiens pour représenter tous les habitants du Canada, et pas seulement un camp.

C'est une discussion très importante et à mon avis elle reflète une certaine angoisse. Le gouvernement a déclaré très clairement que sa politique économique future va lier l'économie canadienne à celle des États-Unis qui est sur son déclin. Ceux d'entre nous qui ont tendance à le contester se font maintenant insulter. Le gouvernement préfère trouver un bouc émissaire plutôt que d'admettre qu'il s'est peut-être trompé. Les difficultés que connaît le gouvernement, comme le montre les sondages de popularité—le gouvernement ne jouit maintenant que de 24 p. 100 de popularité depuis 14 mois consécutifs, sont peut-être dues à toutes ces initiatives. Il devrait agir honnêtement et faire son autocritique. Quel est le problème?

Le gouvernement rejette la faute sur les autres. Il reproche à la presse les critiques qu'il reçoit. Il s'en prend aux députés de l'opposition, de la petite opposition à la Chambre des communes confrontée à l'écrasante majorité du gouvernement. Il en est même arrivé à traiter de nazis les gens qui s'opposent à sa politique, qu'il s'agisse de chefs syndicalistes ou de dirigeants industriels ou agricoles.

Je peux comprendre son mécontentement mais, si j'ose me permettre un conseil que le gouvernement aille écouter certains porte-parole de son parti des années passées, des personnes qui ont défendu ce à quoi elles croyaient, dans l'intérêt supérieur du Canada. Je veux parler ici de nul autre que de Sir John A. Macdonald. S'il était à la Chambre des communes aujourd'hui, il traverserait de ce côté-ci. Il se joindrait à l'opposition pour protester contre ce bradage au profit des États-Unis, il s'objecterait à une politique énergétique continentale. Je défie mes collègues conservateurs de trouver un seul discours, un seul commentaire de Sir John A. Macdonald en faveur d'une politique énergétique continentale. C'est le premier défi que je lance.

Je lance un autre défi, monsieur le Président, à mon collègue le député de Bow River (M. Taylor). Pourrait-il trouver un appui à une telle politique dans les milliers de discours prononcés tant à la Chambre qu'à l'extérieur par John Diefenbaker,

parlementaire d'envergure s'il en est et un chef du parti progressiste conservateur qui avait une vision de ce que le Canada devrait être? Pour lui, le Canada venait au premier plan et non pas derrière un pays étranger, derrière les États-Unis. Jour après jour, mois après mois et année après année, John Diefenbaker a prononcé des discours à la Chambre des communes pour déclarer qu'il était temps que le Canada prenne le contrôle de son économie et de sa destinée et mette à profit toutes les ressources humaines et naturelles dont il dispose.

Si John Diefenbaker était ici aujourd'hui, il changerait de parti. Nous verrions tous les bons conservateurs changer de parti. Nous devrions reculer les murs pour permettre à tous ces conservateurs éclairés et fiers de leur tradition de siéger de ce côté-ci. Peut-être cependant, un équilibre serait-il créé parce que d'un point de vue historique, on peut croire que les libéraux traverseraient tous de l'autre côté.

M. Taylor: Parlons des vivants.

M. Riis: D'accord, commençons par l'ancien premier ministre du Canada, le député de Yellowhead (M. Clark), aujourd'hui secrétaire d'État aux Affaires extérieures à qui la question a été posée avant les dernières élections fédérales. Après tout, le gouvernement actuel ne possède pas le mandat d'imposer l'accord commercial Mulroney-Reagan à la population du Canada. De fait, c'est exactement le contraire. Quand la question avait été posée à l'ancien premier ministre, maintenant secrétaire d'État aux Affaires extérieures et député de Yellowhead, il avait répondu: «Un libre-échange total avec les États-Unis risquerait d'entraîner la perte de milliers d'emplois...» Il avait dit que des milliers d'emplois disparaîtraient.

● (1410)

Ensuite, il y a quelques jours à peine, monsieur le Président, le ministre chargé de l'Emploi a dit à peu près la même chose en reconnaissant que peut-être 500 000 emplois disparaîtraient.

M. Manly: Peut-être davantage.

M. Riis: Peut-être plus et peut-être moins.

C'est un homme réfléchi. Il comprend bien l'économie du Canada. Il comprend les dispositions de l'accord commercial. Il a montré qu'il avait le courage de ses convictions quand il a dit la vérité. A titre de ministre chargé de l'emploi au Canada, il a dit qu'il prévoyait une perte possible de 500 000 emplois. Il ne faisait que répéter ce qu'avait dit le secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Je pourrais aussi citer les paroles d'autres députés, et ceux-ci sont encore en vie, je le signale à mon honorable ami de Crowfoot, et siégent sur les banquettes ministérielles. Il y a notamment le secrétaire d'État du Canada (M. Crombie). Quand on lui a demandé son avis sur le libre-échange, il a répondu: «C'est ridicule. Le Canada doit bien sûr améliorer ses rapports commerciaux avec les États-Unis. Mais notre destin comme pays est de devenir un chef de file mondial, non pas le cousin pauvre des États-Unis.» Ce sont les propos du secrétaire d'État. Je respecte son point de vue. C'est un homme d'honneur qui dit la vérité telle qu'elle est.